



Parti  
Libéral  
du Québec

- F -

# CADRE FINANCIER

PARTI LIBÉRAL DU QUÉBEC  
ÉLECTIONS GÉNÉRALES 2014

---

18 MARS 2014

**ENSEMBLE**  
ON S'OCCUPE DES  
VRAIES AFFAIRES

## *Équilibrer...nos finances publiques*

**Le défi : Le Québec est en situation précaire au chapitre des finances publiques. Notre dette publique est la plus élevée de toutes les provinces canadiennes; le déficit budgétaire se creuse sous l'administration du Parti Québécois et les contribuables supportent un lourd fardeau fiscal qui nuit à notre compétitivité et à notre croissance économique. Afin que la classe moyenne puisse à nouveau aspirer à un avenir meilleur, nous devons bâtir une économie forte et créatrice d'emplois, et gérer avec beaucoup plus de rigueur les dépenses gouvernementales.**

## CADRE FINANCIER

- Un gouvernement du Parti libéral du Québec fera du retour à l'équilibre budgétaire une priorité. Pour ce faire, nous prendrons immédiatement des mesures pour relancer notre économie et l'emploi, et appliquerons une gestion rigoureuse des dépenses gouvernementales.
- Le Québec représente 23 % de la population canadienne. Cependant, nous ne produisons que 20 % de la richesse canadienne. Et nos dépenses publiques représentent 27 % des dépenses publiques de toutes les provinces. Nous devons accélérer la croissance économique et exercer un contrôle rigoureux des dépenses gouvernementales.

### *Notre plan prévoit :*

#### **REDÉMARRER NOTRE ÉCONOMIE**

- Redémarrer notre économie et relancer l'emploi à très court terme grâce au crédit d'impôt à la rénovation et au rétablissement des crédits du Plan québécois des infrastructures. Il faudra créer un climat de confiance qui permettra aux entreprises de relancer leurs investissements.
- Notre cadre financier prévoit l'accélération de notre croissance économique pour rejoindre la moyenne canadienne de 4,5 % afin qu'elle corresponde à notre poids démographique. Outre les mesures à court terme pour redémarrer notre économie, la relance du Plan Nord +, le déploiement de la première Stratégie maritime de notre histoire et des mesures favorisant l'essor de nos PME, l'innovation et les exportations permettront d'accroître le rythme de croissance de notre économie.
- La croissance des revenus budgétaires prévus est compatible avec la création de 250 000 emplois au cours des 5 prochaines années.

#### **GESTION RIGOREUSE DES DÉPENSES**

- Nous appliquerons une gestion très rigoureuse des dépenses gouvernementales. Des compressions de 1,3 milliard sur 2 ans seront réalisées en début de mandat à la suite d'une révision exhaustive des programmes gouvernementaux.
- Une commission permanente de révision de programmes et de leur mode de livraison sera instituée sous l'égide du Conseil du trésor.
- Comme il a été annoncé plus tôt dans la campagne électorale, des compressions dans la bureaucratie du réseau de la Santé et du ministère de l'Éducation permettront de réaliser des investissements dans les services aux patients et aux élèves.
- Les dépenses en santé et en éducation – les missions essentielles de l'État – augmenteront au rythme annuel de 4 % et de 3,5 % respectivement. Les crédits des autres ministères seront gelés globalement pour une période de 5 ans. Pour la durée du cadre financier, la croissance des dépenses sera maintenu sous 3 %.
- Toute nouvelle initiative de dépense non prévue dans ce cadre financier devra nécessairement être financée par des économies dans les dépenses de programmes. Nous imposerons ainsi ce que l'on appelle un «cran d'arrêt» aux dépenses publiques.

### **SURPLUS BUDGÉTAIRES**

- La réalisation de surplus budgétaires est prévue dès 2015-2016.
- Les surplus budgétaires seront alloués à 50 % aux réductions d'impôt et à 50 % à la réduction du poids de la dette par des versements accrus au Fonds des générations.

### **ÉLIMINATION DE LA TAXE SANTÉ**

- L'élimination graduelle de la taxe santé sur une période de 4 ans sera amorcée dès 2016-2017. Les familles bénéficieront également de l'indexation des tarifs des services de garde à 7 \$ à partir du 1er janvier 2015. Elles éviteront ainsi le choc tarifaire découlant de la décision du Parti Québécois de porter à 8 \$, puis à 9 \$ les tarifs de garde.
- Nous réaliserons également une réforme en profondeur de la fiscalité. Nous réviserons le régime fiscal des particuliers et des entreprises afin qu'il soutienne davantage la croissance économique et récompense l'investissement, le travail et l'effort. Pour cela, nous mettrons en place une commission dans les premières semaines suivant l'élection.

### **LE COÛT DE NOS ENGAGEMENTS**

- Le cadre financier est bâti à partir des résultats financiers pour 2013-2014 présentés dans le dernier budget du gouvernement du Québec. Nous avons adopté les mêmes prévisions sur 5 ans pour les transferts fédéraux, le service de la dette et les versements au Fonds des générations.
- Nous avons ajusté à la hausse le service de la dette pour tenir compte du rétablissement des crédits du Plan québécois des infrastructures. Nous rétablissons ainsi les crédits destinés à la réfection de nos routes et de nos établissements comme le souhaitent les contribuables.

**Le TABLEAU 1 présente le coût de nos engagements. Ils sont présentés selon qu'il s'agisse de dépenses budgétaires, de dépenses fiscales ou d'immobilisations.**

**Le TABLEAU 2 présente les équilibres financiers sur une période de 5 ans, en incluant la réalisation de nos engagements.**

# TABLEAU 1

## COÛTS DES ENGAGEMENTS

(MILLIONS \$)

	TOTAL	2014-15	2015-16	2016-17	2017-18	2018-19
<b>DÉPENSES BUDGÉTAIRES (impact sur les dépenses)</b>						
<b>SECTEUR ÉCONOMIQUE</b>						
Plan Nord (dépenses budgétaires)	301		40	87	87	87
Stratégie maritime (dépenses budgétaires)	214		50,0	54,5	54,5	54,5
Forêt (travaux sylvicoles + autres)	397	53,0	53,0	97,0	97,0	97
<b>SANTÉ / SOCIAL</b>						
Soutien aux proches aidants	25	5	5	5	5	5
Investir dans les soins à domicile	250	50	50	50	50	50
Désengorger le réseau / 1 <sup>re</sup> ligne	350	83	83	83	50	50
Pédiatrie sociale	60			20	20	20
Programme Municipalité amie des aînés	15	3	3	3	3	3
Lutte contre le décrochage et milieu de vie scolaire	130		20	30	40	40
Apprentissage des langues (école)	2	1	1			
Réduction de la bureaucratie / Education	-187,5	-22,5	-30,0	-37,5	-45,0	-52,5
Réduction de la bureaucratie / Santé	-1 200	-100	-200	-300	-300	-300
<b>Total des dépenses budgétaires</b>	<b>356</b>	<b>72,8</b>	<b>75,3</b>	<b>92,3</b>	<b>61,5</b>	<b>54,0</b>
<b>DÉPENSES FISCALES (impact sur les revenus)</b>						
<b>SECTEUR ÉCONOMIQUE</b>						
Préserver les PME Transfert d'entreprises (et fermes)	-300			-100	-100	-100
Nouveaux marchés pour les entrepreneurs	-31	-6,2	-6,2	-6,2	-6,2	-6,2
Stratégie maritime	-174			-58,0	-58,0	-58,0
<b>SANTÉ / SOCIAL</b>						
Inciter les aînés à demeurer actifs	-20	-2	-3	-5	-5	-5
Services de garde	-466	-29	-76	-99	-134	-128
Autres	-36	-7	-7	-7	-7	-7
<b>Total des dépenses fiscales</b>	<b>-1 027</b>	<b>-44,5</b>	<b>-92,5</b>	<b>-275,5</b>	<b>-310,5</b>	<b>-304,5</b>
<b>Crédit d'impôt à la rénovation</b>	<b>-300</b>	<b>-100</b>	<b>-200</b>			
<b>DIVIDENDES DÉCOULANT DES GAINS D'EFFICIENCE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT</b>	<b>1 150</b>	<b>200,0</b>	<b>200,0</b>	<b>200,0</b>	<b>250,0</b>	<b>300,0</b>
<b>IMMOBILISATIONS</b>						
<b>Rétablissement du PQI (+1 5G\$)</b>	<b>7 500</b>	<b>1 500</b>	<b>1 500</b>	<b>1 500</b>	<b>1 500</b>	<b>1 500</b>
Incluant le Plan Nord	324	65	65	65	65	65
Incluant la Stratégie maritime	500	100	100	100	100	100
Autres	800	50	150	150	150	50
<b>Impact sur le service de la dette</b>	<b>1 085</b>			<b>200</b>	<b>365</b>	<b>520</b>

## TABLEAU 2 CADRE FINANCIER

(MILLIONS \$)

	2013-14	2014-15	2015-16	2016-17	2017-18	2018-19
<b>REVENUS</b>						
Revenus autonomes	74 551	74 551	78 083	81 578	84 880	88 206
Mesures affectant les revenus		-44,5	-92,5	-275,5	-310,5	-304,5
<i>Variation en %</i>		4,8	4,6	4,4	4,3	4,3
Revenus autonomes ajustés	74 551	78 083	81 578	84 880	88 206	91 681
Mesures affectant les revenus		-100	-200			
Augmentation des dividendes des sociétés d'État		200	200	200	250	300
Transferts fédéraux	18 559	18 282	18 826	19 308	19 917	20 668
<b>Total des revenus consolidés</b>	<b>93 110</b>	<b>96 465</b>	<b>100 404</b>	<b>104 388</b>	<b>108 373</b>	<b>112 649</b>
<b>DÉPENSES</b>						
Dépenses	83 643	83 643	85 430	87 115	89 620	92 196
Mesures de réduction du déficit		-600	-750			
<i>Variation en %</i>		2,875	2,875	2,875	2,875	2,875
Dépenses ajustées		85 430	87 115	89 620	92 196	94 847
Mesures affectant les dépenses		72,8	75,3	92,3	61,5	54,0
Service de la dette ajusté	10 770	10 965	11 338	12 200	12 806	13 471
<b>Total des dépenses consolidées</b>	<b>94 413</b>	<b>96 468</b>	<b>98 528</b>	<b>101 912</b>	<b>105 064</b>	<b>108 372</b>
Provisions pour éventualités	125	125	125	250	250	250
<b>Surplus (Déficit)</b>	<b>-1 428</b>	<b>-128</b>	<b>1 751</b>	<b>2 226</b>	<b>3 059</b>	<b>4 027</b>
Versements au Fonds des générations	1 072	1 296	1 642	1 916	2 510	2 932
<b>Solde budgétaire</b>	<b>-2 500</b>	<b>-1 424</b>	<b>109</b>	<b>310</b>	<b>549</b>	<b>1 095</b>